

CIBLE

Mépris

Examiné en Conseil des ministres le 16 octobre, le projet de loi constitutionnelle sur la décentralisation sera examiné en première lecture au palais du Luxembourg à partir du 29 octobre. Le président de la République décidera ensuite si ce texte sera présenté aux deux assemblées réunies en Congrès ou soumis à référendum.

Le président du Sénat a d'ores et déjà fait connaître son opinion : « la loi sera trop technique » pour faire l'objet d'un référendum qui pourrait « donner l'occasion d'une forte abstention » alors que l'adoption par le Congrès, où la droite dispose de la majorité nécessaire, « sera plus efficace et plus rapide ».

Réduire l'enjeu politique de la décentralisation à sa technicité juridique est une imposture qui se double d'un mépris de fer pour les citoyens : oubliant le référendum de 1969, M. Poncelet, ancien gaulliste, juge les électeurs incapables de trancher, les accuse d'indifférence - en oubliant que l'abstention et le vote blanc sont des formes de protestation politique - et voudrait priver la nation d'un débat capital.

Par définition, un oligarque craint la démocratie. Il appartient au peuple de la défendre.

DÉBAT

Comment voir l'Amérique

Économie

La crise mondiale

p. 12

Idées

Hannah Arendt

p. 9

Sans-papiers

Je termine la lecture de votre papier du n° 799 de *Royaliste*. Vraiment cela vaut mieux que d'être aveugle. Vous nous « bassinez » une fois de plus avec Le Pen... C'est enfoncer des portes ouvertes. Une bonne fois pour toutes : « *Ce qui est excessif est insignifiant...* ! ». Cela dit si le Roi (père de tous ses sujets) revient que faites-vous des électeurs du Front National ?

Quant au reste du papier que vous avez signé... Le ciel est ouvert aux simples d'esprit... Continuez à courtiser les illégaux vivant en France... « *Un courtisan est semblable à ces plantes faites pour ramper, qui s'attachent à tout ce qu'elles trouvent* » (Montesquieu). Sentiments choisis.

J.-P. C. de O. (Paris)

Rassuré...

La lecture du premier numéro de *Royaliste* après l'interruption des vacances m'a rassuré. Votre position sur l'action des sans-papiers de Saint-Denis est celle qu'il fallait avoir. Lorsque j'avais entendu dire à la radio que des « royalistes » manifestaient contre la décision du curé de la Basilique d'accueillir ces pauvres gens, j'avais été effaré. Comment ces personnes pouvaient oublier que les églises sont des lieux d'asile ?

Comment pouvaient-elles ne pas se rappeler que ce sont des royalistes qui, dans les années soixante-dix, avaient organisé l'occupation de la crypte de la Madeleine par les anciens harkis grévistes de la faim ? Que cette fois-ci, l'action se passe dans la nécropole de nos rois me semble hautement symbolique. Je suis content de voir que la NAR s'y est associée.

L. S. (Bouches-du-Rhône)

Le curé de la basilique-cathédrale de Saint-Denis nous écrit

Merci, Monsieur, de m'avoir adressé votre article paru dans *Royaliste*. Cela m'a touché. Au titre de votre journal, je pouvais craindre une autre réaction. Je me suis réjoui de votre position que je ferai connaître à ceux qui viennent à Saint-Denis le 16 octobre ou le 21 janvier. Je n'ai cessé de dire que l'Église était dans son rôle quand elle accueille la misère des uns, la confiance d'autres.

Avec tout mon respect.

Père Bernard-Jean Berger

L'ombre de nos rois

Je me permets de vous écrire à propos de l'occupation pacifique des sans-papiers à la basilique de Saint-Denis. Il me semble que le lieu choisi est symbolique, mais pas forcément dans le sens où

l'on pourrait s'y attendre. En effet, j'y vois deux références fortes à l'histoire de notre pays et de sa civilisation : d'une part, l'asile jadis inviolable (ce n'est plus le cas en République, comme on a pu le constater à Saint-Bernard en 1996) que constituait toute église depuis le concile de 511 auquel le roi franc Clovis assistait ; d'autre part, la protection que les rois pouvaient accorder à ceux qui fuyaient des persécutions dans leur pays natal (des Écossais sous Louis XI ; des Anglais et des Irlandais sous Louis XIV, par exemple). Ainsi, les sans-papiers d'aujourd'hui, sans forcément le savoir, nous rappellent à notre propre passé, à nos propres traditions. N'oublions pas que l'ancienne monarchie absolue pratiquait le droit du sol (« *jus soli* ») alors que la République, en 1792-93, manifesta une violente xénophobie et, par ses lois d'août-septembre 1793, organisa l'exclusion civique des étrangers, instituant aussi la mise en place du droit du sang (« *jus sanguinis* »).

J'ai pu constater que ces sans-papiers respectaient la nécropole royale alors qu'en octobre 1793, les sans-culottes ont profané les tombes et les restes des rois et reines, pillé la basilique Saint-Denis et vandalisé de nombreuses statues et vitraux.

Que des malheureux venus d'ailleurs se soient réfugiés à la basilique ne me choque donc pas. La République osera-t-elle leur refuser ce qu'ils sont venus explorer à l'ombre de nos rois ?

Jean-Philippe Chauvin (Yvelines)

Anti-américanisme ?

J'ai bien reçu votre dernier numéro de *Royaliste*, fin de l'abonnement d'essai que vous avez bien voulu me servir. J'ai trouvé

la lecture des numéros précédents édifiante et je vous en remercie sincèrement.

Malgré que je sois en accord avec nombre des points de vue défendus dans votre publication, il en est un qui suscite de ma part une certaine réserve. Il concerne les États Unis d'Amérique et le parti pris presque systématique d'un anti-américanisme bien français et largement cultivé par la classe politico-médiatique de notre pays. Il en va de même sur l'appréciation de la situation au Proche-Orient...

Je vais cependant souscrire à un abonnement car ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous divise.

S. M. (Suisse - par courriel)

Plus d'espoir

Le temps est venu pour moi de définitivement interrompre le chemin que j'ai suivi avec la NAR depuis plus de quinze ans.

La raison principale de cet arrêt est l'absence d'espoir que porte la Famille de France. Le comte de Paris, aussi bien que le prince Jean, n'ont aucune action politique ni médiatique. Je suis las d'attendre la concrétisation dans l'action des espoirs que j'ai pu avoir. Car qu'est-ce qu'une pensée politique royaliste si elle ne peut pas s'incarner dans un Prince ?

Je pense donc que la NAR est désormais un club de réflexion. Je partage bien sûr un certain nombre de vos prises de position, mais l'échec du ralliement à Chevènement a montré leur limite. Je n'ai plus vraiment d'intérêt à lire *Royaliste*, mais vous souhaite quand même beaucoup de courage pour continuer votre action.

P. L. (Haute-Garonne)

Âne-alyse

Indices en folies

A qui se fier, quand on joue son argent sur les marchés financiers ? Surtout pas à de prétendus analystes qui racontent n'importe quoi au vu de toutes sortes d'indices, changeants, contradictoires et souvent fallacieux.

Les boursiers ne sont pas « pragmatiques » mais nominalistes : la chose n'existe pas sans le mot qui la désigne. Il n'y a donc pas de krach mais des *corrections sérieuses* qui ont pris un tour catastrophique à tel point que la presse libérale n'hésitait pas, fin septembre, à établir des comparaisons avec la grande crise de 1929...

Du coup, des millions de petits actionnaires ont perdu leurs économies et se déclarent trahis. Il est vrai qu'ils ont été trompés par les analystes financiers mais ceux-ci se trompent eux-mêmes et continuent à dire n'importe quoi.

Prenons par exemple les commentateurs qui accompagnent les gracieuses courbes boursières du vendredi 13 septembre. Gracieuses, car la place de Paris réduit ces pertes en cet après-midi.

Pourquoi ? Parce que l'indice des ventes de détail au mois d'août a été meilleur que prévu.

Où ça ? Aux États-Unis. Pourtant, nous dit-on dans la foulée, l'indice de confiance du consommateur de l'Université de Michigan est en baisse depuis quatre mois consécutifs. Qui plus est, la baisse est plus forte que prévu : attendu à 87,2 points, l'indice publié est à 86,2 points. Quelle précision dans la mesure de la confiance !

Tout est limpide : la Bourse française baisse moins que dans la matinée parce que le consommateur américain achète plus tout en perdant confiance. Or dans l'opinion

âne-alytique courante on achète parce qu'on a confiance - ce qui laisse entier le cas de ceux qui sont confiants mais qui n'ont pas d'argent.

Ces explications bizarres rappellent que les spéculateurs français privilégient les indices américains. Du moins l'indice des ventes de détail car on nous apprend que, finalement, l'indice du Michigan manque de « pertinence ». Pourtant, en ce vendredi 13, une bonne grosse réalité française se manifeste sous la forme du désastre de France Télécom : Michel Bon a été viré, il n'y a pas encore de successeur, et personne ne sait comment le gouffre sera comblé. En toute logique, l'action France Télécom perd 14 % de sa valeur en cours de séance, puis remonte à l'issue d'une réunion d'analystes au cours de laquelle Michel Bon a été applaudi ! La « communauté financière » apprécie, nous dit-on, ce personnage qui laisse derrière lui 70 milliards de dettes.

Égarés dans ce maquis d'âneries, la plupart des petits actionnaires risquent de perdre leurs dernières économies. Pour s'en sortir, il leur faut comprendre que la spéculation ne se détermine pas selon un état réel de l'économie mais gonfle et se dégonfle selon un pari sur ce que feront la majorité des autres parieurs et sur les indices qui feront l'objet de paris. Jeu difficile, qui risque à tout moment de provoquer des réactions paniques.

Annette DELRANCK

Népotisme

Leur famille au pouvoir !

Nul ne peut se prévaloir des turpitudes d'autrui. En d'autres termes, ce n'est pas parce que la gauche a commencé de mélanger la gestion politique et la promotion familiale que la droite peut se croire autorisée à agir de même.

Lointain souvenir de l'enseignement de nos instituteurs : chez les républicains comme chez les royalistes, on juge très sévèrement l'influence exercée sur les rois de France par certaines de leurs maîtresses. On se souvient aussi que la III^e République n'avait pas fait disparaître les intrigues - féminines ou pas...

Mais voici qu'une nouvelle tendance se confirme : au sein de l'oligarchie française, la pratique du népotisme et les transmissions héréditaires sont acceptées avec une bonhomie qui n'est en rien démocratique et républicaine.

Il est vrai que la gauche avait commencé. Certains soirs à l'Élysée, les parents de François Mitterrand faisaient songer à la famille Bonaparte et des députés socialistes n'hésitaient pas à se servir de leur femme et de leurs enfants pour enjoliver leur image de marque. A l'époque nous avions protesté au nom du principe républicain : on vote pour un individu, pas pour ses moutards et son conjoint. Et le fait d'accoucher en public (plus exactement de se faire photographier en accouchée), comme naguère Ségolène Royal, ne préjuge en rien des qualités politiques de la dite personne.

Certains responsables politiques (Laurent Fabius notamment) étaient conscients des dangers de ces spectacles familiaux, mais rien n'y a fait. Certaines épouses de ministres de gauche ont continué à se

mêler de ce qui ne les regardait pas, et plusieurs ont dépensé à tout va les deniers publics dans des achats et des aménagements inutilement coûteux. On vit aussi la CFDT devenir héréditaire, de Chérèque père en Chérèque fils, après une régence Notat.

La droite n'est pas en reste. Depuis sept ans, le président de la République donne le mauvais exemple en associant sa femme et sa fille à l'exercice de ses fonctions. On ne s'étonne donc pas d'apprendre que le népotisme est désormais considéré comme une pratique naturelle. Madame Raffarin a son bureau à Matignon, Madame Ferry se mêle des affaires du ministère de l'Éducation nationale, le fils Bachelot aide sa maman, Madame Sarkozy est très active auprès de son mari, tout comme Madame Jospin il y a quelques mois.

Il est inutile de répéter que tout cela n'est ni démocratique, ni républicain : mâles ou femelles, les oligarques s'en moquent. Mais sans jouer aux moralistes, on peut les mettre en garde sur un point : diffuser dans les médias l'image de la famille idéale, gérer un ministère en couple, c'est inciter les journalistes à aller regarder derrière les belles apparences. Ceux qui mêlent responsabilités publiques et vie privée risquent de voir la polémique politique envahir leurs jardins secrets. Le discrédit de la classe dirigeante s'en trouvera augmenté.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Courrier - p. 3 : Indices en folie - Leur famille au pouvoir ! - p. 4 : Titanic Universal ? - p. 5 : Mars et Venus - p. 6/7 : Sur l'anti-américanisme - p. 8 : Critique - Chemins et distances - p. 9 : Incomparable Hannah Arendt - p. 10 : Kafka - Jean Bart, la légende du corsaire - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Ils ne feront rien.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,

75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Titanic Universal ?

Délesté de J2M, son encombrante figure de proue, le paquebot Vivendi Universal n'a pas pour autant évité le naufrage. Une courte accalmie, négociée entre les cieux de la finance et l'ange Claude Bébér au nom des hautes instances du patronat, a permis de prendre à bord le pilote Jean-René Fourtou chargé en premier lieu de dresser un plan d'urgence.

Bilan terrible : les cales ont embarqué 20 milliards d'euros de dettes ; pour faire seulement tourner les pompes et les machines, il a fallu contracter trois milliards de prêt à 8 % et gager à chaud une part des marchandises ; quant à la cargaison, son rapide inventaire a montré qu'elle excédait le tonnage du bâtiment et sa puissance... La flotte des requins, pirates et flibustiers, croise alentour et n'attend qu'un signe pour aborder. La question qui occupe le capitaine et ses conseillers ne manque pas d'angoisser l'équipage : Que (et qui) va-t-on le premier jeter par-dessus bord ?

Choix politique, hélas encore une fois pré-tranché par l'unique et globale gouvernance financière, donc finalement semblable à celle que proposait J2M : il faut garder les activités de télécommunications et de médias (Canal +,

SFR, USA Networks) qui connaissent une croissance quatre fois supérieure à celle affichée par l'ensemble du groupe et dont la valeur intrinsèque continuera, dit-on, à s'apprécier. Le cœur du nouveau Vivendi battra donc dans Vivendi Universal Entertainment (VUE). Le reste est à mettre à l'encan dans les meilleurs délais : les participations minoritaires prises dans les médias ou télécoms européens et les diverses danseuses immobilières, chimiques, énergétiques ou alimentaires d'Asie et d'Amérique retourneront sur le trottoir ; la pieuvre européenne Vivendi Environnement, pourra continuer d'étrangler nos services publics pour le compte d'on ne sait quels fonds de pension ; enfin et surtout, il faut d'urgence trouver un repreneur pour le consortium Vivendi Universal Publishing qui réunit en France des fleurons de l'édition culturelle

(Larousse, Robert, Bordas, Nathan, Dunod, Plon, Seghers, Julliard, Bouquins, La Découverte, etc. et une demi-douzaine de filiales aux États-Unis, Grande Bretagne, Espagne, Brésil, Argentine...) avec 1 162 millions d'euros de chiffre d'affaires. A qui le bel outil sera-t-il attribué ?

Quel que soit le gagnant parmi les deux premiers candidats - Eurazéo/Carlisle Europe ou Paribas/Apax - il est « adossé » à des consortiums financiers américains qui n'ont pas, pour la langue et la culture française, une exceptionnelle dévotion. Et s'il s'agit du troisième, Matra, qui gère depuis vingt-deux ans les 831 millions d'euros du groupe Hachette, on veut bien croire que ce marchand de canons ne veut VUP France que « par amour du livre » (1), mais il faut être naïfs pour penser que son amour résistera au désir de faire, comme les autres, une « belle » spéculation - et cela d'autant moins que Jean-Luc Lagardère y sera vertueusement contraint par Bruxelles à cause du monopole qu'il se sera arrogé...

Or voici la manœuvre toute préparée : l'heureux élu - élu par le Crédit Lyonnais, juge suprême ! - devra s'engager à garder les actifs un an - juste le temps qu'il lui faut pour préparer une nouvelle cession, mais cette fois « par appartements » et après que le gros

ménage ait été fait, chaque secteur mis en forme par les dégraissages appropriés. C'est ainsi, en fonction des seuls critères d'agilité de chaque actif à « faire la culbute » que l'on aura disposé d'ici fin 2003 de 30 % de la puissance éditoriale française.

On dira pour nous rassurer que quelques bonnes maisons (Le Seuil, La Martinière, Bayard) ont pris place au côté de certains consortiums concurrents et que d'autres peuvent entrer dans la danse au final. Mais alors, pourquoi pas dès maintenant ? Pourquoi attendre que les retraités américains et autres commissionnés aient recueilli les dividendes de cet agiotage ? Pourquoi l'État, dont c'est exactement la mission, n'intervient-il pas pour prendre, oui *nationaliser* pendant une brève période ce pan entier du secteur marchand qui est au service de l'intelligence et de l'éducation, pour ensuite le remettre en vente avec sérénité, impartialité et... désintéressement ? Pourquoi ? La réponse n'est que trop évidente. On a réussi à convaincre les politiciens que la fameuse liberté économique dite aujourd'hui *libéralisme* ne valait et ne prospérait que dans la sphère privée, au service des intérêts privés, fussent-ils les plus contraires au bien commun. L'État, lui, est censé planer conceptuellement au-dessus de la mêlée, ne pas *se salir les mains* - qu'il a d'ailleurs malhabiles - ou plutôt, *s'en laver les mains* en se félicitant de son impuissance complice.

Voilà comment le paquebot Universal (ne dirait-on pas un conte ?), déjà victime de songes et de mensonges mégalomaniques, ne sera secouru d'urgence que par les pirates, ne sera approvisionné que par la flibuste et devra tâter de la dent des requins avant de parvenir au port. Mais que fait donc la Royale ?

Que fait l'État ?

Luc de GOUSTINE

(1) *Le Monde* daté du 17/09/02.

Mars et Vénus

« Les Américains sont de Mars et les Européens de Vénus ». Un débat intellectuel à partir de ces prémisses ne devrait pas aller bien loin.

Le *Monde* d'abord, puis *Commentaire*, ont publié une traduction d'un article de la revue américaine conservatrice *Policy review* sous la plume de Robert Kagan, l'un des éditorialistes de l'hebdomadaire de la même tendance, *The weekly standard*, qui passe pour être la référence du président George Bush. Après Fukuyama et sa fin de l'histoire, Huntington et son choc des civilisations, Kagan et son *Pouvoir et faiblesse* pourrait devenir le thème majeur de discussion au sein de l'intelligentsia libérale en Europe occidentale. On relèvera d'ailleurs que ces thèses sont amplement reprises de ce côté de l'Atlantique alors qu'elles sont réservées à un milieu fort restreint en Amérique même. Kagan est plutôt marginal aux États-Unis où il n'appartient pas au monde universitaire. Mais il utilise les références intellectuelles qui sont familières aux Européens : comme Fukuyama redécouvrait Hegel à travers Kojève, et comme Huntington relisait Spengler et Tonybee, Kagan oppose un univers kantien et un monde hobbesien. L'originalité philosophique est plus modeste. Pourquoi donc s'est-on entiché de Kagan ?

Comme on ne peut plus culpabiliser sous le terme de « pacifisme » puisque nous ne sommes plus dans la perspective de la guerre froide, il est plus difficile de stigmatiser une « trahison ». Pacifistes face aux chars soviétiques, cela se voyait. L'Europe en outre s'est assez bien moulée

dans cette division internationale du travail qui consiste, comme l'écrit Kagan, à continuer de servir les clients au comptoir (l'image du *saloon*) tandis que le shérif tient les « méchants » en respect. A l'un la guerre, à l'autre la paix. A l'un la destruction, à l'autre la reconstruction.

Qu'en tirer comme conclusion ? Kagan et ses amis ne sont pas anti-européens contrairement à ce qu'on pourrait croire à la première lecture. Au contraire, ils regrettent que les États-Unis et l'Europe s'éloignent. Ils sont pour une Amérique qui continue d'être « européenne », culturellement parlant. Leurs références sont les nôtres, comme leurs systèmes de valeurs. Kagan reprend justement la remarque du général de Gaulle à la fin de la guerre parlant à Roosevelt : les valeurs américaines sont ancrées en Europe. Qu'arriverait-il si l'Europe venait à manquer ? Ces valeurs seraient « en l'air » ; elles ne seraient plus reliées. Elles pourraient donc n'être que des « idées » qui risqueraient de dériver.

Bien entendu, Kagan souhaite en retour une Europe « américaine », indéfectible alliée, qui augmente ses dépenses militaires et se considère toujours comme faisant partie de la Maison commune atlantique.

Atlantistes en Europe, européistes en Amérique, les deux espèces sont menacées. L'élargissement de l'Europe à l'Est devrait dans un premier temps grossir le contingent des premiers, bientôt admis à l'Otan et fervents adeptes du

« rêve américain ». Il ne devrait néanmoins rien changer en termes matériels d'apports réels à cette stratégie. L'Europe sera sans doute encore plus « faible » selon les catégories de Kagan qu'à présent, parce qu'elle devra se concentrer sur son propre développement et donc être « distraite » du reste du monde.

Européistes en Amérique n'est pas une moindre gageure. Nous sommes pour une part responsables de l'image « post-moderne » que nous avons donnée de nous. Si la gauche intellectuelle européenne demeure respectée de l'autre côté de l'Atlantique, si Vénus conserve quelque attraction sur les campus, cette image nous colle à la peau. Ce que l'on pourrait qualifier de droite intellectuelle, à de rares exceptions près (Aron), n'a pas traversé l'Atlantique d'est en ouest. Depuis Edmund Burke, elle est passée en totalité de l'autre côté avec armes et bagages, ne nous laissant en Europe que quelques miettes. Nous sommes d'autant plus mal équipés pour répondre à un Kagan.

Le plus grand danger serait de se regarder à travers les yeux de l'autre : que les Américains se voient comme les autres les voient, une superpuissance, ce qu'elle n'est pas ou pas à ce point ; que les Européens s'acceptent comme les Américains les voient, des faibles qu'ils ne sont pas. L'alternative n'est pas que chacun en prenne son parti, mais au contraire que de chaque côté de l'Atlantique, le débat ait lieu, et d'abord en interne. Si Kagan doit ouvrir un débat, il est le bienvenu. L'important est de ne pas se tromper de débat.

Yves LA MARCK

BRÈVES

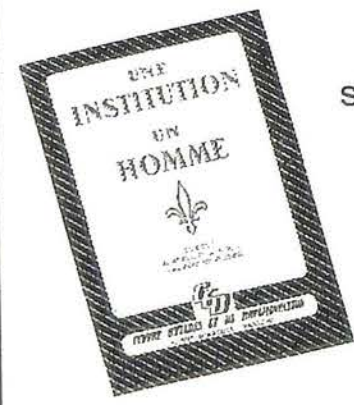
♦ **PAYS-BAS** - Gravement malade depuis plusieurs années, le prince Claus est décédé le six octobre. L'époux de la reine Beatrix était âgé de 76 ans. Dans les années soixante, l'annonce de sa liaison avec celle qui n'était encore que la princesse héritière Beatrix, fit scandale : sa nationalité allemande et sa participation à la guerre dans les panzers de la Wehrmacht étaient mal acceptées par les Hollandais. Néanmoins le mariage se fit en 1966 et, petit à petit, le prince Claus sut gagner l'estime de ses nouveaux concitoyens. Il faut dire qu'il a rempli parfaitement son rôle de prince consort apportant avec discrétion à la reine son précieux savoir-faire diplomatique.

♦ **ITALIE** - Décidément le retour d'exil des princes de la Maison de Savoie aura été riche en rebondissements. Alors que le prince Victor-Emmanuel et son fils Emmanuel-Philibert se préparaient pour leur retour au pays natal, on a appris successivement qu'un groupe d'opposants, menés par l'historien Stefano Covello, avait entrepris de rassembler les 500 000 signatures nécessaires pour réclamer un référendum sur le sujet, mais surtout qu'une véritable fronde avait éclaté dans les milieux monarchistes. En effet, le Conseil des Sénateurs du Royaume de Savoie, organisme créé en 1955 par le roi Humbert II, est entré en rébellion contre le prétendant, faisant allégeance à son cousin le prince Amédée de Savoie, duc d'Aoste. Parmi les « mutins » on relève le nom de Sergio Boschiero, le charismatique secrétaire général de l'Union Monarchiste Italienne.

♦ **CANADA** - La reine Élisabeth a effectué un long périple à la rencontre de ses sujets du Canada, dernière étape de la grande tournée de ses États, entreprise pour fêter ses cinquante ans de règne. A la grande fureur des monarchistes canadiens, le gouvernement fédéral n'a pas invité la reine à ouvrir la session du Parlement, craignant que cette initiative lui fasse perdre des voix au Québec lors des prochaines élections. Crainte un peu vaine puisqu'un récent sondage montre que 79 % des Canadiens « soutiennent la monarchie constitutionnelle en tant que forme actuelle du gouvernement ».

♦ **CAMBODGE** - Des rumeurs persistantes dans la presse internationale laissent à penser que le roi Norodom Sihanouk pourrait abdiquer en raison de son état de santé. Le souverain qui est âgé de près de quatre-vingt ans souffre d'un cancer depuis de nombreuses années. Si cette nouvelle était confirmée, s'engagerait une période délicate pour le Cambodge, le processus pour désigner le nouveau souverain étant particulièrement complexe.

♦ **BULGARIE** - Les Bulgares s'apprêtent à fêter le mariage de la princesse Kalina, âgée de trente ans, fille unique et cinquième enfant du roi Siméon, avec Kitin Munoz Valcarcel, un Espagnol de quarante-quatre ans. De nombreux invités étrangers sont annoncés, on devrait en particulier remarquer des représentants des familles royales d'Espagne et du Maroc.



Réédition en fac-similé d'une brochure de trente-deux pages éditée en 1946 par le secrétariat du comte de Paris

Prix franco 2,50 €

Histoire d'une passion

Sur l'anti-américanisme

Etes-vous pour ou contre les Américains ? La question est de nouveau à la mode, les polémiques font rage et chacun est prié de désigner son camp. Face à la menace terroriste et aux accusations hystériques qui visent les États-Unis, quelques îlots de sagesse et d'intelligence subsisteraient encore dans le VI^e arrondissement. Ceux qui ne se rangent pas sous la bannière de Jean-François Revel sont-ils voués à sombrer dans la bêtise anti-américaine examinée de manière ambiguë dans un ouvrage récemment publié ?

Nul ne peut sérieusement contester la haine suscitée par les États-Unis, avant et après le 11 septembre, dans les pays arabois-islamiques et en Amérique latine principalement... En comparaison, les nations de l'Ouest européen paraissent peu affectées. Demeure une hostilité latente à la politique des États-Unis que le déclenchement de la guerre contre l'Irak rendra manifeste.

Mais, pour le moment, il est étrange de voir certains intellectuels parisiens jouer aux héroïques combattants du dernier carré, face aux vagues déferlantes d'un anti-américanisme qui serait le produit de l'ignorance et de la bêtise. Un bref regard sur les propriétaires de l'édition et de la presse française (Jean-Marie Messier jusqu'à ces derniers mois, Jean-Luc Lagardère) montre que les « anti-américains » réels ou supposés, qui se regroupent autour du *Monde diplomatique* et de *L'Humanité*, ne pèsent pas lourd face aux amis des États-Unis : Jean-Marie Colombani (*Le Monde*), Bernard-Henri Lévy (*Le Point*), Jacques Julliard (*Le Nouvel observateur*), *Le Figaro*, *Les Échos* et *La Tribune* étant évidemment dans l'axe du Bien... comme la quasi-totalité des chroniqueurs de radio et télévision.

Cette imposante cohorte fait sourire lorsque ses membres éminents se posent en victimes. Elle provoque la colère lorsque certains bien-pensants pratiquent l' amalgame répugnant : ainsi Jacques Julliard (*N.O.* n° 1975) qui dénonce à la suite de Bernard-Henri Lévy une « homologation structurelle [entre l'anti-américanisme et l'antisémitisme] sur laquelle il y aurait lieu de s'interroger : haine de l'argent, théorie du complot, xénophobie culturelle ». Au *Monde diplo-*

matique Serge Halimi (excellent connaisseur des États-Unis) et Bernard Cassen (agrégé d'anglais) seraient-ils xénophobes ? Elisabeth Lévy, secrétaire générale de la Fondation du 2 mars, serait-elle une obsédée du complot ? Péguy (« *L'Argent* ») était-il antisémite ? *Structurelle* ou pas, il y a chez ces messieurs une volonté de dénigrer et de salir qui vaut bien les idioties proférées à diverses époques à l'encontre des Américains.

Car il y a bien un anti-américanisme français qui est examiné avec une patience érudite par Philippe Roger (1). Tous les clichés sur les États-Unis, tous les traits polémiques lancés depuis deux siècles y sont dûment recensés : les Américains sont incultes et les Américaines frigides, le cinéma américain nous abrute, le *Marshall Plan* a les mêmes initiales que la *Military Police*... L'ensemble est accablant, et les réactions d'hostilité à l'égard des États-Unis s'en trouvent disqualifiées.

L'exercice, qui valide savamment les foudres de Jean-François Revel, a cependant ses limites. Elles tiennent à la méthode de travail de l'auteur et à l'ambiguïté de son propre regard.

Pour analyser le « discours antiaméricain », Philippe Roger repère ses multiples énoncés dans la littérature populaire (Gustave Le Rouge) et idéologique (Joseph de Maistre), l'expression militante communiste et réactionnaire, la critique sociale, la recherche scientifique ou supposée telle (les observations délirantes de Buffon) et les dépose dans son ouvrage. Clichés, opinions plus ou moins fondées et jugements s'accumulent en strates qui finissent par composer le bloc polémique de « l'anti-américanisme » -

que l'auteur écrit sans trait d'union pour signifier que ce sentiment s'est constitué de manière autonome, sans lien avec l'essentielle et insaisissable réalité des États-Unis, sans relation avec un « américanisme » mal défini. Comme dans les pâtées pour chiens, ce « discours » fait de bas morceaux et de déchets augmenterait dans son volume et sa densité grâce aux efforts accomplis de génération en génération. L'analyse de ce produit peu ragoûtant (« l'ectoplasme des clercs », car il serait fabriqué par les intellectuels) se réduirait donc à sa généalogie, faite à bonne distance par un chercheur nourri de Barthes et de Foucault.

Cette intention scientifique est entachée par un préjugé qui marque tout l'ouvrage : l'« anti-américanisme » est méprisable et absurde, quelles que soient ses formes, les événements historiques et les enjeux intellectuels du moment. Ce rejet global et non argumenté procède de la méthode choisie : dans le bloc composé par l'accumulation des « discours », la masse du bêtisier anti-américain écrase les critiques fines de la vie politique et de la société américaines.

Le bloc « anti-américain » semble posé sur le sol français comme un monument incontournable : ce que Philippe Roger appelle une « tradition » qui serait constitutive de notre identité nationale. Mais ce monument impressionne beaucoup moins quand on le compare à plusieurs autres du même type. On a écrit des histoires de l'anticléricalisme, de l'antigermanisme, de l'antisémitisme, de l'anticommunisme qui sont toutes intéressantes dans la mesure où elles sont reliées à l'histoire politique et au mouvement des idées : « *L'histoire de l'antisémitisme* » de notre

cher Léon Poliakov est selon nous un modèle encore inégalé. Mais si on constitue les « anti » en blocs isolés, à la manière de Philippe Roger, les différents éléments entrent banalement dans une revue générale de la bêtise universelle.

D'où l'ambiguïté de Philippe Roger : il se présente en froid généalogiste tout en faisant le procès de l'« anti-américanisme » mais ce procès politique est censé se dérouler hors du mouvement de l'histoire et des enjeux politiques. Or l'auteur ne peut faire abstraction des événements et de leur retentissement politique en France - qu'il s'agisse de la guerre civile américaine, de la guerre menée par les États-Unis à Cuba contre l'Espagne en 1898 (2) ou des péripéties de la guerre froide.

D'où de nombreuses difficultés dans la présentation des faits, résolus par des parti pris qui ne sont pas justifiés. L'auteur se moque de la réaction « anti-américaine » des gentilhommières monarchistes en 1898, mais il ne souffle mot de l'engagement de trois princes de la Maison d'Orléans du côté nordiste au début de la guerre civile, ignorant sans doute que le premier comte de Paris, le duc de Chartres et le prince de Joinville participèrent aux batailles de Yorktown, Williamsburg, Gain's Mill, Chickahominy (3)...

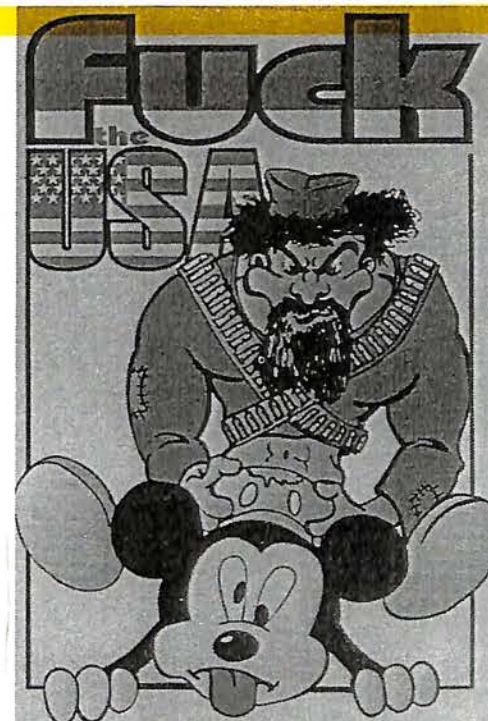
Quant à l'anti-américanisme de Charles Maurras, il est épisodique (plan Wilson, problème des réparations) et très faible au regard de la germanophobie qui structure l'Action française et qui caractérise le nationalisme français au XX^e siècle. A l'autre extrémité de l'échiquier, l'anti-américanisme des communistes s'explique marginalement par le marquage de

différences culturelles (la classe ouvrière préfère le petit blanc sec au Coca-Cola) et fondamentalement par des motifs idéologiques et géopolitiques. Au Parti communiste, les États-Unis sont souvent présentés comme la métaphore du capitalisme - de même qu'ils sont la métaphore du machinisme chez Bernanos. On peut contester ces points de vue mais il n'est pas honnête de les mêler aux boutades des pamphlétaires du second rayon.

Dans sa volonté de considérer les facteurs idéologiques et politiques comme des éléments parmi d'autres de l'« anti-américanisme » Philippe Roger occulte un aspect, à nos yeux fondamental, de son sujet. Depuis la seconde guerre mondiale, l'hostilité aux États-Unis procède de deux sources : le communisme et le gaullisme. Dans son livre, la propagande communiste est analysée comme discours - certes brutal et réducteur - et non comme relais de la stratégie mondiale de l'Union soviétique, *patrie du socialisme*. Cette propagande constitue une dénégation radicale de la puissance capitaliste et du pouvoir politique américains, mais elle n'est que faiblement « anti-américaine » car les militants du Parti pouvaient se sentir aussi proches du prolétariat américain que les Résistants communistes qui faisaient face aux pelotons d'exécution de la Wehrmacht en criant « *Vive le Parti Communiste allemand !* ».

Quant à la question du gaullisme, elle est étrangement traitée en quelques lignes dans une note au bas de la page 438 où il est déclaré que le général de Gaulle n'est pas « anti-américain » puisqu'il ne tient pas de discours contre l'Amérique. Comme si les violentes confrontations entre le Général et Roosevelt, bien exposées par Jean-Louis Crémieux-Brilhac (4), le congédiement des forces américaines en 1966 et le discours de Phnom Penh n'avaient pas inspiré aux gaullistes un *discours* qui méritait d'être étudié de près : pourtant pas une allusion à *Notre République*, pas la moindre citation de Philippe de Saint Robert (5) ou du général Gallois ! Or le message gaullien continue d'inspirer tout un courant de l'opinion français et d'éminents intellectuels qui ne sont pas « anti-américains » (ainsi Régis Debray (6), dont l'œuvre, survolée, n'est pas comprise) mais qui s'opposent à la stratégie politique et militaire du gouvernement des États-Unis (7).

Philippe Roger est bien entendu libre de s'en tenir à une généalogie des énoncés anti-américains. Mais il ne peut éviter d'être rattrapé par la polémique politique car son analyse partielle d'un anti-américanisme qu'il discrédite par un jeu d' amalgames est d'ores et déjà intégrée (par



♦ En Serbie, l'hostilité à la politique des États-Unis est sans nuance...

Jacques Julliard, par Pascal Bruckner) dans le dispositif idéologique que la fraction dominante de l'intelligentsia française a mis en place pour justifier la politique hégémonique de Washington. C'est au-delà de la banale confrontation des *pros* et des *antis* qu'il faut placer le débat sur les États-Unis.

B. LA RICHARDAIS

(1) Philippe Roger - « *L'Ennemi américain - Généalogie de l'anti-américanisme français* », Le Seuil, 2002 - prix franco : 26 €.

(2) Philippe Roger nous informe que la « conjonction » entre la réaction anti-américaine suscitée par l'affaire de Cuba et la vague antisémite de la fin du siècle est « accidentelle ». Dès lors, à quoi bon relever cette coïncidence ? Pour rappeler que les deux réactions ont le même caractère unificateur ? Mais de quels partis ou milieux ? Et comment oublier que toute campagne d'agitation (« pro » ou « anti ») est par définition fédératrice ?

(3) Le premier comte de Paris est l'auteur d'une monumentale *Histoire de la guerre civile d'Amérique* parue de 1874 à 1896 chez Michel Lévy frères.

(4) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « *La France libre* », Gallimard, 1996, prix franco : 31 €.

(5) Philippe de Saint-Robert, « *Le Jeu de la France* », Julliard, 1967 (épuisé).

(6) Régis Debray, « *A Demain de Gaulle* », Gallimard/Le Débat, 1990, prix franco : 12 €.

(7) Gaullienne en politique extérieure (comme en d'autres domaines) la *Nouvelle Action royaliste* est étrangère à l'anti-américanisme. Voir le n° 33 de notre revue *Cité* : « *Amerika* », prix franco : 6,10 €.

Critique

Mieux qu'un pamphlet : une critique fondée, qui est le fruit de la réflexion commune de Robert Grossmann - un de ces hommes qu'on dit aujourd'hui « de terrain », ce qui n'exclut pas la fidélité à une tradition de pensée - et de François Miclo, philosophe inspiré par Blandine Kriegel et par Emmanuel Levinas.

Tous deux défendent la République, autrement dit la raison politique, telle qu'elle se concrétise dans une collectivité historico-juridique singulière - la nation française - et dans la Constitution gaullienne.

Cette défense ne va pas sans angoisse, puisque le souci républicain de l'intérêt général et la volonté nationale de vivre ensemble s'amenuisent aujourd'hui. Ce qui domine, par effet de mode mais surtout comme remède à la solitude des individus perdus dans la modernité, c'est la réaction communautariste. Les « contre-sociétés » et les micro-nationalismes offrent la possibilité de se tenir chaud. Robert Grossmann et François Miclo ne se contentent pas d'une dénonciation polémique : ils procèdent à une critique raisonnée du programme communautariste, qui aboutit à la constitution de mondes clos, dans lesquels chacun se trouve réduit à l'état de souche identitaire et privé de relations avec des proches devenus étrangers. Passer de la solitude à l'isolement, c'est rester dans l'impasse.

Jacques BLANGY

Robert Grossmann, François Miclo - « *La République minoritaire, Contre le communautarisme* », Michalon, 2002. Préface d'Alexandre Adler, prix franco : 15 €.

Ils furent résistants, et communistes dans le même élan. Ils demeurèrent des dissidents, des révoltés, des insurgés. Ensemble, pendant plus d'un demi-siècle, Jean-Toussaint et Dominique Desanti ont aimé plus que tout la liberté, et se sont aimés dans la liberté.

Jean-Toussaint était philosophe et fut, jusqu'au bout de sa vie, un « intellectuel engagé ». Dominique est historienne, journaliste, romancière, elle aussi passionnée - mais d'une autre manière.

On songe à un autre couple, dont le souvenir flotte encore à Saint-Germain des Près, mais il est possible que, sitôt délivrés des modes et des clichés officiels, les historiens soucieux de l'esprit du siècle passé s'intéressent plus aux Desanti qu'à Simone et Jean-Paul.

Cela pourrait tenir à une immédiate sympathie pour deux êtres qui se sont aimés de singulière et magnifique manière, sans qu'ils ne cessent de nous être proches. Leur manière de s'aimer d'un amour intellectuel et charnel, dans une liberté pas facile à vivre, les rend aimables au sens le plus fort du mot : digne d'être aimés, admirables non comme un couple modèle qu'il faudrait imiter, mais parce que leur vie commune a été orientée par l'amour de la Liberté. Un amour qui n'était pas une déclaration universelle de bonne conscience, ni une dissertation sur le concept d'engagement, mais une somme d'actes soigneusement pensés, passionnément débattus et pleinement vécus.

Les Mémoires communs que Jean-Toussaint et Dominique

Desanti ont publiés (1) valent moins par leur témoignage historique que par l'exceptionnelle densité de leur réflexion sur l'engagement politique. Plutôt que de se demander « comment ils ont pu » adhérer au Parti puis aider des Algériens entrés dans le système de la terreur, il importe de comprendre comment un être épris de liberté et de justice passe de la fidélité à une croyance qui semble aveugle. Dans un précédent ouvrage (2), Dominique Desanti avait expliqué avec une incomparable finesse son expérience de militante communiste. En écho, Jean-Toussaint montre comment il devient possible de défendre ce que l'on sait, au fond, indéfendable : il suffit, dans l'ordre des réalités, d'un changement infime dans notre façon de considérer la réalité pour que la « contre-société » (communiste, islamiste...) devienne la société réelle - d'autant plus réelle qu'elle est constituée par une communauté héroïque, sacrificielle, qui a charge de révolutionner l'histoire. Il faut longtemps pour se déprendre de cette structure religieuse qui amène à mythifier l'organisation militante, à occulter les témoignages déviants, à renforcer sa propre croyance par son habileté à expliquer l'in vraisemblable, à sacrifier le détenteur suprême de la vérité et du pouvoir. Ainsi, les intellectuels communistes ont subi

une double épreuve : après avoir tué en eux le « vieil homme » bourgeois, il ont été amenés, en quittant le Parti, à détruire leurs croyances mythiques et à abattre les idoles (Staline, Mao) qui donnaient sens à leur existence.

Après la chute du Mur, on a cru que c'en était fini de l'illusion idéologique. Les Desanti insistent avec raison sur le fait que la ruine des idéaux révolutionnaires n'a pas libéré les sociétés contemporaines de la violence - pas plus que le succès du virtuel ne nous met à l'abri de la vie. La vitesse de circulation sur la Toile n'abolit ni les chemins, ni les distances. Évoquant les attentats du 11 septembre, Jean-Toussaint nous permet de faire l'économie de quelques milliers de pages de lecture en disant simplement ceci : les terroristes islamistes « vivent la vie terrestre comme n'étant pas vivante. Pour eux la vie est après la mort. [...] Ils trouvent leur salut dans la mort. C'est pourquoi ils sont prêts à tout. Contre des hommes qui aiment leur mort, il n'y a nulle parade. Sauf à ménager un nouvel état du monde qui les mette en posture de pouvoir aimer la vie ». Le livre se termine ainsi, dans l'espérance.

Maria DA SILVA

(1) Jean-Toussaint et Dominique Desanti - « *La Liberté nous aime encore* », entretiens avec Roger-Pol Droit, Éditions Odile Jacob, 2001, prix franco : 23 €.

(2) Dominique Desanti, « *Ce que le siècle m'a dit, Mémoires* », Plon, 1997 (prix franco : 25 €), et l'article que j'ai consacré à ce livre dans *Royaliste* n° 692.

Incomparable Hannah Arendt

L'excellente collection Quarto de Gallimard nous permet d'accéder désormais à l'ensemble des textes d'Hannah Arendt sur le totalitarisme. Précédés d'une substantielle préface de Pierre Bouretz, ils nous permettent de resituer le penseur au carrefour de sa vie et de son œuvre. On me permettra de laisser entre parenthèses l'analyse entreprise avec tant de force du phénomène totalitaire pour essayer de me concentrer un instant sur ce qui constitue l'originalité singulière d'une philosophe. Originalité, qui, à mon sens, la situe très au-dessus du débat interne à une certaine façon contemporaine de poser la question politique et de se complaire dans la modernité. Au départ, il y a l'étonnante jeune fille, qui fixe, de ses yeux inoubliables, le maître Martin Heidegger et qui apprend de lui un mode de penser, si conforme à sa propre nature, qu'il se transforme en *habitus*. Si tant est qu'on puisse parler de disposition stable à propos de ce qui sans cesse rejaillit dans l'insaisissable nouveauté du monde et de l'histoire.

Pour cerner cette disposition d'esprit, il faut toujours en revenir à l'hommage qu'Hannah Arendt écrit pour les quarante-vingts ans de l'auteur du *Sein und Zeit* : « Nous sommes si habitués aux vieilles oppositions de la raison et de la passion, de l'esprit et de la vie, que l'idée d'un penser passionné, dans lequel Penser et Être-Vivant deviennent un, nous étonne quelque peu. » Ce fut, pour toujours, sa méthode à elle, et qui suppose à la fois la familiarité avec les grands textes de la pensée et l'intrusion constante dans la vie de telle façon que penser est sans cesse penser à neuf et dans la provocation de ce qui s'offre à nous. Si l'on veut se rendre compte du caractère décisif d'une telle proposition, il suffit de songer à ce qui fait la différence d'approche du phénomène totalitaire par cette philosophe qui se refuse à ramener forcément l'inconnu au connu, le développement historique à des séries causales : « L'événement éclaire son propre passé, il ne saurait en être déduit. »

Un autre élément frappe aussi dans la sensibilité intellectuelle de la jeune femme et qui, à l'épreuve de tous les drames, s'érigera en constante évidence : la fragilité. Sans doute est-ce de cette fragilité qu'elle tirera sa force, mais elle s'impose à elle, comme une situation dans l'existence, qui tient tout à la fois de l'éclatement contemporain de la culture, de la difficulté d'assumer son être juif et de résister aux coups du sort. De ce point de vue, il n'est pas possible d'échapper au parallèle qui s'impose entre sa propre destinée et celle de ce Walter Benjamin dont elle trace un portrait mémorable et dont on se dit qu'il est exemplaire d'un moment crucial de l'Europe (1). Sans doute, ne fut-elle pas brisée comme Benjamin, contraint au suicide par une fatalité qui s'acharne jusqu'au bout par malice. Mais elle sait aussi ce que c'est que l'angoisse du naufragé, celle qui sourd de toute l'œuvre d'un Kafka, qui confiait à son *Journal* :

« Celui qui, vivant, ne vient pas à bout de la vie, a besoin d'une main pour écarter un peu le désespoir que lui cause son destin. »

Avant même que le nazisme ne vienne rendre la vie insupportable aux juifs allemands, la question de leur survie culturelle est en cause, du moins chez les intellectuels : « Car leur rapport au judaïsme avec lequel ils n'avaient plus de lien substantiel, mais auxquels en tant que phénomène social, ils ne pouvaient échapper, se manifestait sous la forme d'une question morale capitale. » Pour Hannah Arendt cette relation difficile devait se traduire à la fois par une indéfectible fidélité et par une exigence critique à l'égard de son propre peuple qui aboutit parfois à l'incompréhension et au reproche amer. C'est à juste raison que Paul Ricoeur pourra parler du « sentiment aussi intrépide que vulnérable de sa judéité ».

Cependant, au-delà de l'indicible catastrophe de la guerre, tandis qu'il s'agit de se resituer et de se reconstruire, la difficulté réapparaît comme la résultante de ce qu'on appelle modernité. Là encore, le cas de Walter Benjamin apparaît

significatif d'une quasi-impossibilité d'établir la continuité des héritages et leur transmission. « Walter Benjamin savait que la rupture de la tradition et la perte de l'autorité survenues à son époque étaient irréparables, et il concluait qu'il lui fallait découvrir un style nouveau de rapport au passé. » Ce souci, si peu prégnant dans une société d'abord préoccupée de sa seule communication, se fonde sur une véritable ambition anthropologique et sur le désir profond de revenir à une réflexion fondatrice sur la cité. Il s'agit, selon les justes remarques de Pierre Bouretz de « déterminer les conditions d'une stabilité du monde, d'un univers où l'homme ne soit pas superflu, d'une existence opposée à celle de l'isolement vécu par les masses contemporaines ». De là un retour au politique, au sens sérieux du terme.

Ce retour est marqué par l'expérience du présent et passe par l'épreuve inévitable de la crise. La philosophie est guérie définitivement de tout optimisme historique et s'il lui arrive de renouer avec des penseurs anciens, c'est toujours à la manière de Benjamin, ce collectionneur infatigable, qui sait qu'il ne peut recueillir que des « éclats de pensée ». Mais l'entreprise doit être tentée à tout prix, avec le double pressentiment qu'il existe un monde voulu par le « bon Dieu » et que subsiste la menace permanente d'une catastrophe. La disparition du passé comme autorité doit être surmontée grâce à un improbable « petit non-espace-temps au cœur même du temps », la crise de l'autorité doit être défiée, ne serait-ce que pour remédier aux problèmes élémentaires du vivre-ensemble. De même, la crise de l'éducation doit-elle être regardée en face « si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes », afin de « les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun » (2). Enfin, la politique elle-même doit-elle être sauvegardée dans le but de préserver un espace propre à l'action humaine, celui que ne saurait dévorer l'activité économique, si toutefois on veut laisser sa chance à une certaine idée de la liberté. Et ce qui permet, sans doute, de penser en dépit de l'extrême péril, c'est le fait de la naissance. Dès qu'un enfant nous est né, tout recommence.

Hannah Arendt - « *Les Origines du totalitarisme - Eichmann à Jérusalem* », Quarto Gallimard, prix franco : 31 €.

(1) Hannah Arendt - « *Vies politiques* », Tel Gallimard, prix franco : 10 €.

(2) Hannah Arendt - « *La Crise de la culture* », Folio essais, prix franco : 8,50 €.

par Gérard Leclerc



Kafka

Jean Bart,
la légende du corsaire

Corsaire par tradition familiale, prestigieux officier de la Royale devenu figure de légende qui était Jean Bart ?

Dunkerque l'espagnole est sous domination française depuis quatre ans lorsque Jean Bart naît en 1650. Dans la famille on est marin ou plus exactement corsaire, de père en fils, l'appel de la mer ne se discute pas, c'est donc tout naturellement qu'à douze ans Jean embarque pour la première fois. Les capitaines de l'époque n'étaient pas des tendres, l'apprentissage rude, sous le simple habit de mousse le futur amiral se formait. C'est l'histoire de ce marin d'exception que Michel Delebarre, maire de la ville qui a vu naître le héros, nous conte ici, avec passion et enthousiasme.

Jeune et plein d'audace Jean devient corsaire ou capre comme l'on dit dans les Flandres. Il entra dans cette profession comme d'autres entrent dans les ordres ou se font notaire. « Le corsaire n'est pas le pirate. Ce dernier dépouille le navire pour son propre compte et ne connaît que la loi du fer et du feu. Le corsaire doit se plier à une législation minutieuse qui en fait une sorte de fonctionnaire de la flibuste ». Il existait un code des prises dont le non-respect pouvait entraîner la peine capitale. Par de multiples captures Bart enrichit des armateurs privés, le trésor royal qui taxait la revente des prises, et constitua un confortable magot qui lui permit de s'établir et contracter un mariage bourgeois.

Sa pleine mesure le capre va la donner en qualité d'officier de la Royale dont il franchit tous les grades assuré de la

confiance et de la protection de Louis XIV, de Colbert, de son fils le marquis de Seignelay, puis des Pontchartrain père et fils, ministres de la Marine. L'auteur, sans jamais lasser le lecteur, retrace cette période au cours de laquelle les exploits succèdent aux exploits dont les plus célèbres sont connus sous le nom de la guerre du blé.

En 1693, les céréales manquent, les prix s'envolent, l'achat de blé à la Pologne et à l'Ukraine, qu'il faut acheminer par voie maritime, s'impose. Des escadres ennemies barrent la route à la flotte française, Jean Bart, au terme de mille difficultés, parvient à forcer le blocus, quarante navires chargés de grains arrivent à Dunkerque. En récompense Louis XIV octroie à son officier l'ordre royal de Saint Louis ; lui remettant lui-même le collier, il l'apostrophe : « Chevalier... aidez-moi à nourrir mon peuple. »

Appel entendu. Ce sera, peu après, la magnifique victoire de Texel, plus de cent navires céréaliers sauvés, la puissante escadre hollandaise de l'amiral Hidee De Vries mise en déroute. A Paris, en trois jours, le boisseau de froment passe de trente livres à trois. Le roi anoblit le marin qui devient le Chevalier Jean de Bart. Promu amiral, à la tête de son escadre légère de frégates, il ira de victoires en victoires. Cet intrépide marin tant de fois blessé au cours d'abordages mourra dans son lit, à cinquante et un ans, des suites d'une pleurésie mal soignée.

En un avertissement aux lecteurs, l'auteur écrit « Com-

ment résister au plaisir de faire la part belle au Jean Bart de la légende » et de reprendre certains faits censés embellir la vie de ce héros taciturne au mauvais caractère. La Varenne, en son temps, au terme de minutieuses recherches avait rétabli les faits tout particulièrement s'agissant de la plus grotesque anecdote. Lors de la première audience accordée par Louis XIV, le célèbre marin se serait présenté à Versailles, sous la risée des courtisans, vêtu « d'une sorte de tenue de mamamouchi, faite de drap d'or doublé d'argent surfilé de dentelles ». Comment rendre plus ridicule ce géant de un mètre quatre vingt seize ? Or, telle que l'exigeait l'étiquette et ainsi que la convocation le précisait, Jean Bart s'est présenté au Roi en sa qualité de capitaine de vaisseau, vêtu d'une culotte de drap rouge et d'un justaucorps bleu. Quant à l'épisode de la pipe fumée dans la galerie des glaces c'est pleinement invraisemblable. Il est dommage que Michel Delebarre n'ait pas su résister à insérer, dans son si beau livre, ces quelques anecdotes, auxquelles il ne croit pas lui-même. Ce que l'illustre marin eut perdu en un pittoresque douteux il l'eut gagné en dignité authentique. Que cette réserve ne m'empêche pas d'écrire que son ouvrage serait digne d'honorer toutes les bibliothèques publiques de France, tout particulièrement celles des lycées et collèges sans oublier celles des amateurs de beaux textes.

Michel FONTAURELLE

Michel Delebarre - « Jean Bart - La légende du corsaire », Édition Michel Lafon - prix franco : 19 €.

Le présent volume réunit avec bonheur l'ensemble des textes, essais et chroniques, consacrés à Kafka par celui qui, le premier, le traduisit et l'introduisit en France, Alexandre Vialatte.

Ce dernier avait conscience de se trouver confronté à l'œuvre d'un génie. « Kafka était un dieu, je me fis son prophète » nota-t-il.

« Vision prémonitoire de l'horreur totalitaire », les écrits de l'écrivain prago nous interpellent, nous interrogent. « Proust n'a eu à côté de lui que des soucis de concierge ».

Rompant volontairement à plusieurs reprises ses fiançailles à la veille de se marier, cet être profondément sensible et singulier, ce peintre de la solitude, de l'angoisse et du désespoir, se sent « seul jusqu'en lui-même ».

« L'art de Kafka, souligne Vialatte, est d'avoir su tirer de son petit problème personnel une parabole de la condition humaine ». C'est ce qui lui confère toute sa modernité, son actualité.

« Le juste fait toujours scandale ». Aussi ses livres furent-ils brûlés, ses traductions interdites, ses manuscrits égarés.

« Et, avec François Taillandier, songeons encore à la photo de Kafka, au visage de cet homme trois fois mort, en tant qu'homme, en tant que Juif et écrivain dont le nazisme voulut faire disparaître l'œuvre et le souvenir ».

Michel TACK

Alexandre Vialatte - « Mon Kafka », 10/18, prix franco : 7,50 €.

LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieil or ou vieil argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieil or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

SOUSCRIPTION 2003

Ainsi que nous l'avons indiqué il y a quinze jours, les dons recueillis depuis le 1^{er} septembre viendront s'inscrire au crédit de notre souscription du printemps 2003. Merci à tous ceux qui nous envoient régulièrement leur participation.

1^{ère} liste de souscripteurs

Djamel Boudjelal 28,19 € - Pierre Claud 80 € - Guy Delranc 35 € - Michèle Dutac 7,24 € - Fabrice Hugot 60 € - Patrick Jacques 7,62 € - Blandine Kriegel 40 € - Antoine Lazinier 18,38 € - Guy Leclerc-Gayrau 10,29 € - Alain-Paul Nicolas 10 € - Maurice Perrin 12 € - Yolande de Prunel 50 € - Axel Tisserand 100 €.

Total de cette liste : 458,72 €

CONSEIL NATIONAL

Le prochain Conseil National se tiendra à Paris, le dimanche 27 octobre. Ses membres vont recevoir une convocation et l'ordre du jour, mais il peuvent déjà prendre leurs dispositions pour être présents à cette date.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 7,65 € (50,18 F).

► Le même modèle existe aussi avec les armes du duc de Bretagne : 7,65 € (50,18 F) franco également.

Faites connaître *Royaliste* à vos amis et relations.

Souscrivez pour eux un abonnement d'essai de trois mois (3,50 €).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS DE LA NAR

goslavie sera précisément évoquée.

● Mercredi 23 octobre et mercredi 30 octobre : Pas de conférence en raison des vacances scolaires.

● Mercredi 6 novembre : Ancien Premier ministre de la République centrafricaine, aujourd'hui député d'opposition, Jean-Paul NGOUPANDÉ a publié voici peu un ouvrage dont la crise en Côte d'Ivoire souligne la dramatique actualité. Qu'est devenue « L'Afrique sans la France ? ». Les médias français donnent de temps à autre les images d'un chaos sanglant, d'un continent à la dérive et ravagé par de terribles épidémies. Au sud du Sahara, le malheur serait-il une fatalité aggravée par le ressentiment des Africains à l'égard de l'Occident en général, et de la France en particulier, et par la lassitude de ceux qui ont consenti des aides financières massives mais sans effets positifs ? Ce bilan sans concession ne conduit pas notre invité au désespoir mais, au contraire, à la définition d'une nouvelle ambition pour l'Afrique et les Africains, à laquelle les Français pourraient et devraient s'associer.

● Mercredi 16 octobre : Élections en Macédoine, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro : sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie, les enjeux politiques sont nombreux et importants mais les médias français n'y prêtent plus guère attention. Parcourant la péninsule balkanique depuis trente ans, Bertrand RENOUVIN développera l'entretien publié dans *Royaliste* (n° 800) au retour d'un voyage de plusieurs semaines dans cette partie de l'Europe à nouveau négligée. « Balkans : la paix fragile » : le thème retenu permettra d'évoquer les tensions actuelles, mais aussi les chances d'une réconciliation entre les Slaves du Sud. Avec Régine JUDICIS, une attention toute particulière sera portée à la situation en Bulgarie, un an après l'arrivée aux affaires de Siméon de Saxe-Cobourg et la situation du prince Alexandre de You-

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

Ils ne feront rien

Il n'est pas encore possible de prendre l'exacte mesure de la crise mondiale, puisque nous ne pouvons plus utiliser les habituels repères. Par exemple, les statistiques américaines du chômage sont illusoires et les bilans de nombreux groupes industriels et financiers sont truqués. Il y a crise de confiance, beaucoup plus profonde aux États-Unis qu'en Europe, mais qui affecte gravement les principales places financières.

Le scandale Enron, les manipulations frauduleuses du cabinet Arthur Andersen et l'effondrement du cours des actions ont révélé les conséquences désastreuses de la dérégulation et d'une logique spéculative qui recèle la panique. Les petits actionnaires découvrent aujourd'hui l'ampleur de leurs pertes et les grandes sociétés publiques et privées sont accablées de dettes colossales. Tout cela pèse sur la consommation des particuliers et sur l'investissement des entreprises.

S'ajoutent la déflation japonaise et le naufrage de plusieurs pays d'Amérique latine, à commencer par l'Argentine que les grands médias nous montrent plongée dans une misère inouïe, entre deux séquences sur les tartarades du ministre de l'Intérieur et la saveur des petits vins de pays. Comme les banques européennes ont beaucoup perdu dans leurs opérations à l'étranger, nous risquons d'être confrontés à une forte restriction du crédit aux entreprises. Les plus solides devront (doivent déjà) réduire leurs investissements, les plus faibles font ou feront faillite. En France, les statisticiens officiels n'ont surpris personne quand ils ont annoncé que la croissance allait di-

minuer et le chômage augmenter.

Ces observations sommaires semblent alarmistes. Elles sont pourtant d'une extrême pondération, au regard de ce qu'affirment les économistes indépendants qui évoquent le krach de 1929, annoncent une spirale déflationniste (autrement dit la baisse cumulative des prix et des salaires, provoquée par la restriction de monnaie) et prévoient de nouveaux effondrements sur les marchés boursiers.

Face à cette situation, est-il permis d'espérer une réaction de la « gouvernance » française et européenne ?



Nécessaire, urgente, elle serait possible si les chefs d'État et de gouvernement en avaient la volonté. Les moyens qui permettraient de lutter contre la crise mondiale sont connus : retour à la vocation première des institutions financières internationales qui est de favoriser le développement économique et social au lieu d'imposer aux peuples d'interminables cures d'austérité ; contrôle rigoureux des mouvements internationaux de capitaux ; nationalisations dans chaque pays des secteurs-clés ; politique nationale de soutien à l'activité économique par injections massives de crédits publics (cela se fait aux États-Unis) destinés à

relancer l'activité industrielle ; politique des revenus favorables aux salariés qui soutiendront par leurs achats la demande globale...

Je souligne à gros traits les éléments d'un programme que la Nouvelle Action royaliste présente de manière précise et détaillée pour faire ressortir une consternante certitude. Les oligarques français et européens ne feront rien, parce qu'ils ne veulent rien faire.

Ils ont le pouvoir d'abandonner le Pacte de stabilité, qui aggrave la crise en obligeant à restreindre la dépense publique. Mais ils préfèrent chipoter sur les dates du « retour » dogmatique à l'équilibre budgétaire et utiliser des ruses comptables pour faire semblant de tenir un engagement qui est, c'est le cas de le dire, contre-productif.

Ils ont le pouvoir de changer les statuts de la Banque centrale européenne : chargée de lutter contre l'inflation (sans pour autant empêcher les hausses de prix qui réduisent le pouvoir d'achat) alors que la déflation menace, cet organisme inerte, inutile et dangereux pourrait au moins être contraint de mener une politique monétaire favorable à la reprise de l'activité économique – la « force » de l'euro étant un handicap aux exportations. Mais on préférera inciter M. Duisenberg à baisser les taux d'intérêt d'un quart de point.

Ils ont le pouvoir de mener à nouveau une politique industrielle, mais ils préfèrent s'en remettre au Marché, alors que seuls quelques ultras croient encore aux rééquilibres automatiques.

Les oligarques ne feront rien, ce qui les rend illégitime et les expose à être chassés d'un pouvoir qu'ils se refusent à exercer.

Bertrand RENOUVIN